

LE REFUS ET L'ABANDON PRÉCOCE DE L'ÉCOLE CATHOLIQUE COLONIALE EN MILIEU RURAL DES BEENA LULUWA (1893-1945)

Introduction

**Emery TSHISANDA
NTABALA-MWENY,**
Professeur à
l'Université de
Lubumbashi.
emtshisanda@
gmail.com

L'implantation et l'imposition de l'école coloniale en milieu ethnique et rural congolais a donné lieu à diverses interprétations de la réaction des groupes ethniques congolais confrontés à la scolarisation coloniale. De ces interprétations, deux options principales se dégagent. D'une part, il existe des groupes ethniques naturellement ou culturellement prédisposés et ouverts à la scolarisation et même à tout ce qui touche la modernité. D'autre part, il existe des groupes ethniques naturellement ou culturellement fermés à la scolarisation et par conséquent à la modernité étant donné que c'est l'école qui a été la voie obligée d'assimilation de la modernité pendant la colonisation. Les Beena Luluwa auraient fait partie de cette dernière catégorie selon une certaine opinion congolaise. Cette manière d'appréhender la vérité et la réalité historiques nous semble quelque peu biaisée parce que ne se fondant sur aucune preuve scientifiquement établie.

L'histoire des Beena Luluwa nous démontre, en effet, que grâce à leur scolarisation, bien que tardive, lente et même freinée, ils sont parvenus à imposer leur ascendant politique, économique voire culturo-religieux successivement dans les Provinces du Kasai, de Luluabourg, du Kasai Occidental et aujourd'hui dans celle du Kasai Central après l'indépendance nationale et ont réussi à s'intégrer efficacement dans la dynamique des structures et institutions étatiques modernes locales, provinciales et nationales.

Pour la bonne compréhension du texte, le lecteur doit savoir que le refus massif et généralisé de l'école est une tendance qui s'observe entre 1893 et 1945. En effet, durant cette période, les Beena Luluwa

n'aimaient pas envoyer leurs enfants à l'école de l'homme blanc pour les raisons qui seront analysées dans les pages qui suivent.

Notre article comprend deux points essentiels, à savoir : une brève présentation des Beena Luluwa ainsi que l'analyse des causes réelles du refus et de l'abandon précoce de l'école catholique coloniale par les Beena Luluwa.

1. Présentation des Beena Luluwa

Les Beena Luluwa constituent aujourd'hui une des plus importantes ethnies prolifiques de la RD Congo. Ce sont des Bantu de la souche des Baluba et ils habitent dans la Province du Kasai Central, dans les Territoires de Kazumba, Dibaya et Demba. Une colonie importante de Beena Luluwa habite dans la Province du Kasai, principalement dans les Territoires de Tshikapa et Luebo.

Au cours de leur histoire, les Beena Luluwa ont été désignés ou ils se sont désignés eux-mêmes sous divers ethnonymes que la littérature les concernant a retenus : Baluba, Bapemba, Bahemba, Bafemba, Bashilange, Bachilongos, Baschilange, Tuschilange, Bena Diamba, Bena Riamba, Bena Riambo, Bena Diambo, Bena Moyo, Bena Luluwa, Baluluwa, Balulua, Luluwa, Lulua, Bena Lulua, et enfin Beena Luluwa.

La dénomination « Beena Luluwa » remonte à la seconde moitié du XIX^e siècle pour marquer la différence entre les Baluba-Lubilanji venus s'installer sur les terres luluwa fuyant les esclavagistes qui ravageaient leur région, notamment Ngongo Leteta, Mpania Mutombo et Lumpungu.

Les Beena Luluwa n'ont pas vécu en vase clos. Ils ont connu l'immigration dans leur région des peuples venus de l'Angola (Cokwe, Ambaquista, Imbangala, Quimbarés, Bihé ou Bihenos et Tungombe) appelés sous une appellation commune de Bimbadi par les Beena Luluwa. C'était des trafiquants et des porteurs au service des explorateurs, des agents de l'Administration coloniale et des missionnaires.

Les populations congolaises venues des régions lointaines ont occupé à leur tour les terres luluwa. Ce sont entre autres les Basongye, les Baluba-Lubilanji ou Baluba-Kasai, les Bakwa Luntu et les Batetela. Ce sont ces populations que nous avons appelées ici les déplacés et les alliés des colonisateurs belges.

Les Beena Luluwa ont pour voisins les Kete et le Kuba au Nord ; les Bindji, Kete et Cokwe au Sud ; les Luba-Lubilanji et les Luntu à l'Est ; les Lele, Kete et Pende à l'Ouest.

La région des Beena Luluwa est située entre 4° 30' et 6° 30' de latitude sud et entre 21° et 23° de longitude Est ; sa superficie est estimée à environ 34.350 Km²¹.

1 KASONGA BETUKAYI wa NDAYE et KABAMBA KABATA, « Le pays des Beena Luluwa : cadre géographique », in *Les Cahiers du CERKA*, numéro thématique, (Juin 1988), n°1, p. 1.

Nous nous intéresserons uniquement aux Beena Luluwa des Territoires de Kazumba, Dibaya et Demba dans la Province du Kasai Central en RD Congo. Cet espace géographique est considéré comme le terroir de prédilection des Beena Luluwa sur lequel aucun autre groupe ethnique ne peut faire prévaloir un quelconque droit de propriété.

L'espace étudié couvre plus ou moins 33.033 Km² ainsi répartis : « le Territoire de Kazumba 12.881 Km², Dibaya 11.191Km² et Demba 8,961Km² »². Après ce coup d'œil sur l'identité et l'espace géographique des Beena Luluwa, passons à présent à l'analyse des causes réelles du refus et de l'abandon précoce de l'école catholique coloniale par ces derniers.

2. Les causes réelles du refus et de l'abandon précoce de l'école catholique coloniale par les Beena Luluwa

Quatre causes nous ont paru plus ou moins déterminantes pour justifier le refus de l'école ou son abandon précoce par les Beena Luluwa : l'action ethnocidaire de l'école, la précarité et le fonctionnement dialectique du système scolaire mis en place ; l'impact des activités de l'existence quotidienne et enfin la violence et la frustration sociale dont les Beena Luluwa se déclarent avoir été victimes en « situation coloniale ».

2.1. L'action ethnocidaire de l'école coloniale catholique

L'ethnocide, c'est la destruction systématique des modes de vie et de pensée des gens différents de ceux qui mènent cette entreprise de destruction³. En somme, le génocide assassine les peuples dans leur corps, l'ethnocide les tue dans leur esprit⁴. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit bien toujours de la mort, mais d'une mort différente : la suppression physique et immédiate, ce n'est pas l'oppression culturelle aux effets longtemps différés, selon la capacité de résistance de la minorité opprimée.

L'ethnocide est un mécanisme de déracinement culturel qui s'est abattu sur une majeure partie du monde. Ses victimes : les peuples, les cultures, les spécificités ethniques. L'ethnocide désigne la disparition de l'ensemble des caractères sociaux et culturels d'un groupe d'humains, la destruction de sa civilisation par un autre groupe ethnique plus puissant. L'ethnocide détruit l'identité culturelle d'un groupe, sans nécessairement détruire physiquement ce groupe ou agir avec violence physique contre lui, contrairement au génocide.

Plusieurs directives adressées aux missionnaires catholiques et émanant des plus hautes instances ecclésiastiques jalonnent l'histoire

2 INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU ZAÏRE, *Répertoire des superficies de Régions, Sous-Régions, Zones et Villes de la République du Zaïre*, Kinshasa, 1^{er} Juin 1979, p. 19.

3 Pierre CLASTRES, « Ethnocide », in *Encyclopaedia Universalis*, Corpus 7, Paris, 1988, p. 445.

4 *Ibidem*, pp. 445-446.

de l'évangélisation des peuples colonisés, les mettant ainsi en garde en vue du respect des coutumes et traditions des peuples colonisés⁵.

Le Pape Alexandre VII écrivait alors : « Ne mettez aucun zèle, n'avancez aucun argument pour convaincre ces peuples de changer leurs rites, leurs coutumes et leurs mœurs, à moins qu'elles ne soient évidemment contraires à la religion et à la morale ». ⁶

Ce document ainsi que beaucoup d'autres qui suivront en provenance du Saint-Siège, insisteront toujours sur la dissociation de la cause de la foi de celle d'une nation déterminée, quelle qu'elle soit, recommanderont aux missionnaires catholiques d'écarter l'impérialisme culturel sous toutes ses formes et par là, de refuser les méthodes d'évangélisation basées sur l'occidentalisation à la manière des Portugais et des Espagnols ; de reconnaître la valeur du pluralisme des civilisations et des cultures humaines devant la même foi.

En dehors du respect des us et coutumes, traditions et rites des peuples, le Saint-Siège mettait également en garde les missionnaires au sujet de la foi et du « nationalisme ». En effet, plusieurs missionnaires se sont compromis en confondant parfois la foi et le nationalisme. La tentation était grande pour le missionnaire belge de faire du zèle non seulement pour la foi, mais aussi – plus ou moins consciemment – pour la culture de son pays et en cette période coloniale, pour son propre pays. C'est le problème connu plus tard sous le nom de « nationalisme missionnaire ».

La négation, le mépris et le rejet du système des valeurs ancestrales par les missionnaires catholiques belges seront à la base du refus de l'école coloniale catholique, instrument de la destruction de l'âme du peuple congolais en général, et du peuple luluwa en particulier.

Voici comment, en dépit des instructions du Saint-Siège (Rome), invitant les missionnaires catholiques à respecter les coutumes et les institutions indigènes en usage chez les peuples à évangéliser, les missionnaires catholiques belges, vont s'employer à détruire systématiquement le système ancestral des valeurs des Beena Luluwa. Convaincus d'être les porteurs d'une mission civilisatrice, les missionnaires catholiques belges comme leurs compatriotes agents de l'Administration coloniale, n'ont pas échappé à la tentation d'appliquer la politique et l'évangélisation de la table rase. Cet esprit général est bien traduit par ces paroles du Père P. Tempels :

5 Outre le document de 1659 du Pape ALEXANDRE VII, on peut encore citer pour le XX^e siècle les grandes encycliques missionnaires entre autres : BENOÎT XV, *Maximum Illud*, sur la propagation de la foi dans le monde (30 novembre 1919) ; - PIE XI, *Rerum Ecclesiae*, sur la formation du clergé autochtone, l'évangélisation de l'Église primitive et l'éventualité de la décolonisation (28 février 1926) ; - PIE XII, - *Evangelii Praecones*, sur le développement à donner aux missions (2 juin 1951) ; *Fidei Donum*, sur le développement des Églises autochtones (21 avril 1957) ; - JEAN XXIII, - *Princeps Pastorum*, sur le développement du clergé autochtone (28 novembre 1959).

6 Cité par Oscar BIMWENYI KWESHI, *Discours théologique négro-africain. Problème des fondements*, Thèse de Doctorat en Théologie, Université Catholique de Louvain, Faculté de Théologie, Louvain, 1977, pp. 31-32

Nous nous posions trop souvent en face d'eux comme le tout devant le néant. Dans notre mission éducatrice et civilisatrice, nous avions l'impression de partir de la table rase, nous pensions avoir tout au plus débarrassé de non-valeurs, pour poser de saines fondations sur un sol nu ; nous étions convaincus qu'il fallait faire bon marché de stupides coutumes, de vaines croyances parfaitement ridicules, essentiellement mauvaises et dénuées de tout sens. Nous pensions éduquer des enfants de « grands enfants »,... et cela semblait assez aisé⁷.

Parlant de la religion apportée par les missionnaires catholiques belges au Kasayi, l'Abbé Lufulwabo Lwendo note :

Arrivés au Kasayi, il y a exactement cent ans, les missionnaires avaient cru nécessaire, pour évangéliser notre peuple, de bafouer, détruire et déraciner systématiquement les pratiques et les croyances religieuses traditionnelles taxées alors globalement de « malu a bena diablo » (litt : affaires des sujets du diable). Tout porte à croire aujourd'hui qu'ils voulaient édifier le christianisme sur les ruines des traditions religieuses locales. Pour y parvenir, les missionnaires, animés par un prosélytisme malsain, avaient mis en place tout un système de dépersonnalisation, d'étouffement spirituel et d'anéantissement culturel qu'on ne cessera jamais de dénoncer⁸.

Mgr Auguste De Clercq, alors Évêque du Vicariat Apostolique du Haut-Kasaï, avait conçu un petit livre appelé « catéchisme » et qui se définissait comme la Bible en abrégé. Ce catéchisme était traduit en Ciluba par le mot français déformé « Kateshisime ». La définition qui en était donnée en Ciluba est la suivante : kateshisime mukanda wa malu a Mvidi Mukulu mafunda mu tshikoso », ce qui veut dire le catéchisme est un abrégé des Ecritures Saintes.

Ce « Katéshisime » était élaboré en Ciluba sous forme de questions-réponses accompagnées d'un bref commentaire. Il était beaucoup plus centré sur toutes les notions ayant trait aux croyances et pratiques magico-religieuses ancestrales qu'il fallait à tout prix détruire chez ceux qui devaient devenir chrétiens, car il fallait extirper le paganisme et la superstition chez les nouveaux baptisés.

En septembre 1923, l'Assemblée des Supérieurs Ecclésiastiques des Missions Catholiques du Congo Belge réunie à Stanleyville (Kisangani) s'attaqua vigoureusement au culte des ancêtres, une des principales forces de cohésion de la grande famille bantoue. Le culte des ancêtres est anathématisé entre autres dans une espèce de « syllabus » mis au point par l'Assemblée précitée.

Le Comité des Supérieurs Ecclésiastiques des Missions Catholiques établit alors une liste des coutumes qu'il estimait contraires à l'ordre public et contre lesquelles il réclamait une réaction du gouvernement. Dans cette liste

7 P. TEMPELS, *La Philosophie bantoue*, Paris, Ed. Présence Africaine, 1949, p. 110.

8 LUFULWABO LWENDO, « Dialogue entre christianisme et les traditions religieuses du Kasayi », in *L'Eglise centenaire du Kasayi (1891-1991). Bilan et perspectives. Actes du Colloque du centenaire tenu du 4 au 6 Décembre 1991*, Kananga, Ed. de l'Archidiocèse, 1995, p. 49.

figurent les « offrandes et sacrifices aux esprits et aux mânes des ancêtres ; la contribution en travail ou en nature pour célébrer les rites, édifier les édicules ou huttes des ancêtres ; la participation aux danses et chasses mânistes ou magiques, aux repas et libations en l'honneur des ancêtres, à l'occasion d'un décès ou à l'anniversaire d'un décès ; la fourniture de vivres, de bières ou de vins de palme pour ces repas et libations ; la coopération à la confection des statuettes représentant les esprits des défunts ; les rites magiques et religieux à accomplir à l'occasion de la naissance ou de la maladie, à l'apparition des premières dents, à la circoncision des enfants, à l'occasion du mariage ou des phénomènes de puberté chez les filles ; les rites en l'honneur des ancêtres à accomplir avant les chasses et les pêches collectives⁹.

Comme on peut le constater, les missions catholiques réclamaient donc purement et simplement la persécution des croyances africaines les plus sacrées. Décidément, c'est tout l'ensemble du rituel socio-magico-religieux d'un peuple qui est ici condamné par zèle pour la « mission civilisatrice » à laquelle on a voué une partie de sa vie.

L'école a joué son rôle d'instrument de l'ethnocide en plongeant les enfants dans un univers de représentations qui leur était totalement étranger, les forçant à méconnaître les croyances et les pratiques ancestrales taxées de superstitions et de diaboliques. Une nouvelle vie de chrétiens est imposée aux élèves : port de médailles et crucifix, prières catholiques d'origine occidentale, dévotion aux Saints de l'Occident au détriment de leurs ancêtres.

Considérée dès lors comme l'arme la plus meurtrière de l'âme luluwa, l'école catholique de type colonial ne pouvait que susciter l'indifférence et le mépris du peuple luluwa. L'école catholique coloniale est ainsi perçue comme une agression, comme un facteur de perturbation des mécanismes traditionnels d'éducation et de socialisation et enfin comme un instrument d'aliénation mentale. L'école catholique est aussi perçue comme une menace, une atteinte à l'identité, à la culture ancestrale, à la cohésion sociale, à la stabilité et à l'équilibre de la société luluwa ancienne. Elle est enfin perçue comme un facteur de déstructuration et de restructuration de l'environnement humain et social des Beena Luluwa¹⁰.

Le deuxième facteur qui justifie le refus et l'abandon précoce de l'école par les Beena – Luluwa est la précarité et le fonctionnement dialectique du système scolaire mis en place par les missionnaires catholiques belges.

9 B. BRAUSH G.E.J., « Le paternalisme, doctrine belge de politique indigène (1908-1933) » in *Revue de l'Institut de Sociologie (ULB)*, pp. 191-217, cité par O. BIMWENYI, *op. cit.*, p.54.

10 Emery TSHISANDA NTABALA-MWENY, *Les Réactions à la scolarisation en milieu rural de Beena – Luluwa (1893-1967)*, Thèse de Doctorat en Histoire (Inédite), Université de Lubumbashi, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département des Sciences Historiques, Lubumbashi, Année Académique 2010-2011, p. 195.

2.2. La précarité et le fonctionnement dialectique du système scolaire mis en place par les missionnaires catholiques belges

Le refus de l'école en milieu rural des Beena Luluwa se présente comme une manifestation incontestable et éloquente du fonctionnement dialectique de l'école catholique de type colonial en ce sens qu'elle a suscité elle-même des forces qui lui ont résisté et a limité par son action sa propre efficacité. Le système scolaire tel qu'il a été imposé et appliqué en milieu rural des Beena Luluwa avait provoqué une réaction dialectique, c'est-à-dire, cherchant à scolariser ; il avait plutôt déscolarisé davantage. Parmi les éléments importants responsables de cette situation de déscolarisation, nous en avons retenu deux qui sont la politique scolaire et les conditions d'implantation et de fonctionnement des écoles.

Du point de vue de la politique scolaire, on peut retenir que tous les éléments constitutifs du système scolaire colonial implanté au pays des Beena Luluwa jouaient en faveur du refus de l'école par ces derniers qui ne voyaient dans l'école leur imposée ni leurs aspirations profondes, ni la satisfaction de leurs besoins concrets et réels. Par contre, les Beena Luluwa voyaient dans l'école catholique de type colonial un facteur de perturbation des mécanismes d'éducation et de socialisation traditionnels.

La politique scolaire, à travers les finalités, les buts et les objectifs de l'enseignement, ne visait que les intérêts du colonisateur. Les débouchés de cet enseignement étaient des services plutôt au profit du colonisateur. En fait, l'ordre colonial avait senti un besoin réel de former des indigènes qui devaient l'aider à mieux asseoir sa domination totale. L'Administration coloniale avait besoin des auxiliaires de l'exploitation coloniale : commis d'administration, des maisons de commerce, des plantations industrielles ainsi que les éléments des forces de l'ordre. Pour les missions coloniales, l'éducation par l'école constituait le fer de lance de la conquête religieuse du pays. Instrument d'évangélisation par excellence, l'école doit former les chrétiens, catéchistes, prêtres, instituteurs, mais aussi les employés de bureau, des artisans, (etc.), bref, toute la main-d'œuvre dont la colonisation avait besoin. Il y a là un objectif diamétralement opposé à l'idéal de la vie traditionnelle matérielle et quotidienne des Beena Luluwa.

Les premiers postes de missions et même de l'État colonial furent habités par les anciens esclaves rachetés par les missionnaires et les agents de l'État, par les immigrés et les déplacés dont les Baluba-Lubilanjji constituaient la plus grande majorité ; les Beena Luluwa s'en éloignaient soit volontairement pour échapper au contrôle de l'État et à la soumission, soit involontairement, c'est-à-dire forcés de quitter leurs villages situés dans les environs immédiats de ces postes suite aux conflits qui les opposaient aux colonisateurs.

Ainsi éloignés, l'accès des Beena Luluwa aux écoles des postes de missions devenait un véritable casse-tête ; d'autant plus que les petites écoles rurales implantées çà et là n'avaient pratiquement aucun impact sur l'ascension sociale de ceux qui les fréquentaient sans aller au-delà du premier degré primaire.

En conséquence, les Beena Luluwa se retrouvaient loin de ces postes qui hébergeaient pourtant les écoles. Les distances entre les missions et les villages luluwa étaient longues et les enfants luluwa qui échappaient à l'autorité coutumière hostile à l'école, soucieux de poursuivre leur formation à l'école de la mission, subissaient un véritable calvaire. Ils n'avaient que deux choix à faire : soit se faire héberger dans une famille d'immigrés ou des déplacés vivant à la mission ou dans les villages environnant la mission, soit vivre à l'internat. Les deux alternatives étaient une dure épreuve pour les enfants luluwa.

Dans les deux cas, la distance se présentait comme un sérieux obstacle car, chaque samedi, il fallait se rendre au village et rentrer le lendemain à la mission chargé d'un colis de provisions alimentaires. Vivre à l'internat suppose préparer soi-même sa propre nourriture ; exécuter les travaux de propreté à l'internat, puiser de l'eau, chercher le bois de chauffage pour faire la cuisine, sans compter les activités purement scolaires qui se déroulaient de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30' ou 17 heures.

L'élève qui se faisait adopter dans une famille du village chrétien ou poste de mission n'était pas non plus à l'aise. Il devait, en plus de la fréquentation scolaire, exécuter toutes sortes de travaux domestiques : aller puiser de l'eau à la source, chercher du bois de chauffage, balayer la cour, nettoyer les habits de la maison, etc. En fait, on se retrouvait réduit à l'esclavage. En plus de tout cela, il fallait avoir un grand cœur pour supporter les injures et les humiliations de tout genre.

Comme on peut le constater, étudier à la mission était une dure épreuve pour les enfants luluwa. Toujours en rapport avec la distance entre le village et l'école, ajoutons l'insécurité dont les enfants luluwa étaient victimes sur leur trajet du village vers la mission et vice versa. Les enfants luluwa étaient souvent l'objet de tracasseries de la part des délinquants Baluba ou autres dont les Beena Luluwa traversaient les villages sur leur trajet. Des groupes d'individus, des jeunes délinquants Baluba, érigeaient des barrières et s'attaquaient aux élèves Luluwa pour leur ravir la ration alimentaire et l'argent. Ce sont des scènes qui se répétaient souvent et qui décourageaient les Beena Luluwa au point de décider d'abandonner l'école.

Toujours à propos de la distance entre le village et l'école, l'Abbé Lufulwabo Lwendo note ceci : « Les anciens évolués, prêtres et laïcs, aiment raconter comment ils parcouraient des centaines de kilomètres à pieds pour atteindre les points d'enseignement tels que Mikalayi, Kabwe, Tshilundu, Tshilomba, Mayi-Munene, (etc.) »¹¹

¹¹ LWENDO LUFULWABO, *op. cit.*, p. 51.

Le manque d'infrastructures et d'équipements scolaires dont souffraient les premières écoles rurales ou des villages ne pouvait qu'encourager le refus et l'abandon de l'école par les enfants luluwa. Les premières écoles des villages ont fonctionné à l'ombre d'un arbre et les élèves apprenaient à écrire avec leur doigt sur le sol.

Bien entendu, la situation de ses premiers élèves issus de l'esclavage n'est pas particulière au Kasai. Les premières écoles ont été constituées presque partout, à l'époque de l'E.I.C., par les enfants rachetés de l'esclavage ou abandonnés.

Les contenus même des programmes scolaires enseignés comprenaient des lettres de l'alphabet (les voyelles et les consonnes), les prières, les leçons de catéchisme ainsi que quelques chiffres que les enfants devaient répéter au cours de la journée pendant des heures et des heures ; tout cela prenait un air drôle aux yeux des Beena Luluwa adultes qui voyaient en cela un gaspillage de temps et une distraction de mauvais goût d'autant plus qu'ils ne comprenaient pas l'utilité pratique d'un tel enseignement assuré par ailleurs par les catéchistes issus de la classe servile.

Les corvées scolaires quotidiennement imposées aux élèves (labour, construction des classes en pisé, fabrication des briques, coupe de bois, élargissement des pistes, etc.) étaient perçues par les Beena Luluwa comme une exploitation servile des enfants par les catéchistes et les missionnaires. Les enfants abandonnaient facilement l'école à cause de ces corvées scolaires, encouragés en cela par leurs parents qui n'en tiraient aucun profit.

En fait, tous les travaux d'implantation des postes de missions et d'écoles de missions ou des villages étaient pratiquement à la charge des élèves. Cette exploitation des enfants était mal perçue par les Beena Luluwa et c'est ainsi qu'ils envoyaient les enfants esclaves à l'école au lieu de leurs propres enfants.

En dehors de ces travaux de construction, les élèves étaient aussi exploités dans le portage et, périodiquement, ils devaient apporter les produits de champs, de la cueillette et du ramassage aux catéchistes et aux moniteurs. L'année civile est ponctuée chez les Beena Luluwa par diverses activités économiques : ramassage de chenilles, cueillette des champignons, petite chasse aux rats, aux souris, aux oiseaux, recherche des grillons, cueillette des fruits sauvages, petite chasse aux sauterelles, sans parler de la récolte des produits agricoles (arachides, riz, maïs, haricots, etc.). Souvent les enseignants exigeaient que leurs élèves leur offrent ces biens gratuitement.

Enfin, il faut signaler l'institution des champs scolaires et des champs pour les missionnaires. L'institution des champs scolaires intervient à l'occasion de la réforme de l'enseignement primaire de 1948. Le travail manuel, principalement le travail de champs, devait occuper deux heures

au 2^e degré ordinaire et une heure au 2^e degré sélectionné¹². Par ailleurs, les missionnaires disposaient des jardins-vergers et des champs de café qui étaient réalisés et entretenus par les élèves des postes de missions. Dans les écoles rurales, un grand champ scolaire était aménagé et réalisé par les élèves au profit des catéchistes et moniteurs. Pourquoi travailler pour le profit des catéchistes-moniteurs et leurs patrons missionnaires alors que les parents ont besoin du même travail des enfants pour la survie de la famille ?

Les parents ne pouvaient que saper ce travail forcé sans profit ni pour eux ni pour leurs enfants. Ils décourageaient leurs enfants car l'école était perçue comme une entreprise d'exploitation des enfants.

Au Katanga, parmi les principaux motifs de l'irrégularité des élèves, le missionnaire-inspecteur du lac Moëro signale en 1941, entre autres, le travail manuel effectué à l'école comme la cause de nombreuses désertions, surtout sur les bords du lac Moëro où le prix du poisson attirait beaucoup de monde¹³.

En violation flagrante du principe de la liberté d'enseignement stipulé dans l'article 2 de la Charte Coloniale, liberté qui se définissait entre autres en ces termes : « Les parents sont libres d'envoyer leurs enfants à l'école de leurs choix ; les parents peuvent envoyer leurs enfants à l'école ou ne pas les y envoyer »¹⁴, les missionnaires catholiques de connivence avec leurs catéchistes et moniteurs ne se gênaient pas de faire la chasse aux enfants pour les forcer à aller à l'école.

L'usage du fouet et d'autres techniques de sanction infligée aux élèves par les enseignants pour corriger l'ignorance, pour faire exécuter en hâte un travail manuel ou intellectuel, pour punir les fautifs, les absents et retardataires, ont largement aussi contribué à un grand mépris et au refus de l'école en milieu rural des Beena Luluwa d'autant plus que les catéchistes et moniteurs qui se révélaient comme des bourreaux de leurs enfants étaient de la souche servile. Les Beena Luluwa ne supportaient pas de voir que leurs esclaves d'hier, devenus les maîtres de leurs enfants, puissent les maltraiter à leur guise.

Les premiers élèves pionniers qui deviendront des catéchistes et enseignants étaient, nous l'avons vu, issus d'une couche sociale presque méprisée par les Beena Luluwa : ce sont les esclaves, les orphelins, les enfants abandonnés, les égarés, bref les misérables sans protection ni droits. Les premières écoles étaient ainsi aux yeux des Beena Luluwa une affaire des déshérités, des pauvres. Fiers de leur condition sociale et épris

12 Joseph VAN KEERBERGHEN, *Histoire de l'enseignement catholique dans le Vicariat de Luluabourg (1948-1960)*, Kananga, 1990, p.8.

13 Gaëtan FELTZ, « École rurale et expansion missionnaire au Shaba (1885-1939) », in *Études d'Histoire Africaine, VIII, Numéro spécial : l'Enseignement en Afrique Noire*, UNAZA, Campus de Lubumbashi, Presses Universitaires du Zaïre, 1976, pp. 47-48.

14 Joseph VAN KEERBERGHEN, *op. cit.*, p. 29.

de liberté, les Beena Luluwa refusaient d'aller se confondre avec leurs anciens esclaves bien que rachetés par les missionnaires et les agents de l'Administration coloniale d'autant plus que l'école n'établissait aucune différence entre les enfants et les mettait tous sur le même pied d'égalité avec plus d'estime pour les plus intelligents.

Les Beena Luluwa sont tous unanimes pour dénoncer la discrimination tribale pratiquée à leur détriment par les enseignants Luba-Lubilanji à l'égard des élèves Luluwa dans les écoles de missions ; lesquelles pouvaient donner accès à l'enseignement post-primaire et secondaire. Les Beena Luluwa affirment qu'il était presque impossible à un enfant Luluwa d'être classé premier de sa classe dirigée par un enseignant Luba-Lubilanji et dans laquelle on comptait des élèves Luba-Lubilanji.

Cette discrimination tribale était un véritable goulot d'étranglement pour la promotion scolaire et même sociale des Beena Luluwa. C'est ainsi que l'orientation des élèves vers l'enseignement post-primaire et secondaire était dictée par les sentiments discriminatoires, freinant et étouffant ainsi les enfants Luluwa pour leur accès à l'échelon de l'enseignement secondaire ou même post-primaire.

De leur côté, les quelques braves enfants luluwa qui échappaient à cet étranglement, au lieu de retourner au village et y encourager les jeunes à se faire instruire, ils vadaient par contre les villages à la recherche d'un travail ou d'un mieux-être ailleurs, en ville ou dans les centres extra-coutumiers ou encore dans certaines entreprises privées des régions lointaines.

Nous pensons avoir cerné tous les facteurs importants de la dialectique du système scolaire colonial en milieu rural des Beena Luluwa : cherchant à scolariser, l'école catholique de type colonial a déscolarisé davantage la population des Beena Luluwa.

2.3. L'impact des activités de l'existence quotidienne

Sous ce point, nous parlerons des activités économiques de subsistance, des activités artisanales, ludiques et récréatives.

Les activités de subsistance auxquelles s'adonnent quotidiennement les paysans luluwa sont : la cueillette et le ramassage, la chasse, la pêche et l'élevage en dehors de l'agriculture traditionnelle. Ces activités basées pour la plupart sur la recherche journalière de la nourriture exercent un attrait irrésistible et inexplicable sur la jeunesse scolarisable. La cueillette et le ramassage des légumes, des champignons, des chenilles, des termites, des fourmis ailées, des fruits sauvages, la petite chasse aux souris, aux oiseaux, aux cigales, aux sauterelles, les pièges tendus aux souris et aux oiseaux, la petite pêche dans les ruisseaux sans parler de la récolte surtout des produits agricoles ; toutes ces activités sont préférées par les jeunes qui s'y adonnent à cœur joie plutôt que d'aller à l'école qui les exploite et les maltraite.

Les contraintes et l'attrait des activités économiques traditionnelles quotidiennes et périodiques obligent les jeunes en âge scolaire à s'intéresser beaucoup plus à la recherche et à la production de la nourriture quotidienne plutôt qu'à l'école.

À côté de ces activités de recherche et production de la nourriture quotidienne, il faut signaler également les services que les enfants doivent rendre chaque jour dans l'intérêt de la famille : la garde des bébés et des enfants en bas-âges, aller puiser de l'eau à la source, chercher le bois de chauffage, garder la maison, autant des contraintes qui obligent les enfants scolarisables à rester à la maison au lieu d'aller à l'école. D'autres activités s'ajoutent aux précédentes, spécialement pour les garçons, et se présentent également comme des freins à la scolarisation : les activités artisanales.

Parmi les activités artisanales, citons la vannerie et la forge. Ces deux activités sont aussi très attrayantes pour les jeunes garçons. La forge étant presque une activité des clans spécialisés, elle n'attire pas tous les jeunes ; ce sont les jeunes des clans de forgerons qui y subissent leur initiation. Par contre, la vannerie est à la portée de tous les jeunes gens. La fabrication des chaises, des paniers et des nattes est une activité fort payante. Ces produits sont soit vendus sur place soit expédiés dans les régions lointaines. La vannerie chez les Beena Luluwa avait ouvert la voie au commerce à longue distance. Les produits de la vannerie luluwa, notamment les chaises (nkwasa) et les paniers (bitunga) en rotin (nkodi) ont été vendus au Katanga et même exportés en Zambie durant la période coloniale et même après l'indépendance. Le mouvement s'est arrêté avec l'apparition des paniers en plastique. Mais, jusqu'à ce jour, la vannerie continue à exercer beaucoup d'attrait sur les jeunes et ses produits sont consommés sur place dans l'espace kasaïen.

Toutes ces activités économiques se combinent avec les activités récréatives et deviennent ainsi un véritable frein à la scolarisation en milieu rural des Beena Luluwa.

Nous nous contenterons ici d'insister et de souligner le fait que la musique et la danse, les jeux et les sports ont un impact négatif certain sur les jeunes scolarisables qui s'y adonnent.

La musique traditionnelle des Beena Luluwa a fait ses preuves dans l'histoire de notre pays. Cette musique envoûtante ne laisse pas les jeunes indifférents. La pratique de la musique, de la danse ainsi que des jeux diurnes et nocturnes accorde plus de liberté aux jeunes qui y consacrent de longues heures de divertissement et de loisir au point de leur faire détester l'école avec toutes ses contraintes évoquées ci-haut.

Bref, les conditions locales d'existence quotidienne vues sous l'angle des activités économiques de subsistance, des activités artisanales et des activités ludiques et récréatives, ont renforcé à leur tour et à leur manière,

comme nous venons de le constater, le refus ou l'abandon de l'école par les Beena Luluwa parce que, pour ces derniers, le profit immédiat que procure une activité économique ou autre, vaut mieux qu'une école dont le profit est fondé sur un lendemain incertain. Parlons maintenant de la dernière cause du refus et de l'abandon de l'école par les Beena Luluwa : la frustration sociale des Beena Luluwa en « situation coloniale ».

2.4. Les Beena Luluwa : victimes de la violence et de la frustration sociale en « situation coloniale »

Les Beena Luluwa soutiennent, en effet, qu'ils ont été victimes de la violence, de la frustration et de la marginalisation sur leur propre territoire. La conséquence immédiate de ce mauvais climat vécu en situation coloniale était entre autres le refus et l'abandon de l'école par les Beena Luluwa ; tandis que la conséquence lointaine sera le conflit armé entre les Beena Luluwa et leurs frères Baluba-Lubilanji (1959-1960) entraînant ainsi le retour massif de ces derniers vers leur région d'origine, le Kasai Oriental.

Maîtres de l'espace vital de leur territoire, les Beena Luluwa étaient plus que convaincus qu'ils bénéficieraient en priorité de la jouissance des bienfaits et des avantages de leurs contacts avec les Blancs car ils disposaient des meilleurs atouts. Malheureusement, ces contacts dont ils n'avaient pas encore compris les objectifs cachés au départ et dévoilés par la suite, les avaient déçus et même psychologiquement blessés au point que les Beena Luluwa voyaient leur chance de promotion s'amoinrir voire sombrer dans un désordre inattendu. Dans les pages qui suivent, nous allons dégager la responsabilité de l'Administration coloniale, de l'Église catholique, des déplacés et des immigrés dans la frustration sociale des Beena Luluwa sur leur propre territoire.

Au départ, les Beena Luluwa ne pouvaient jamais s'imaginer que les contacts avec les Européens avaient pour but de les transformer en une société colonisée, c'est-à-dire appelée à être dominée par les Blancs, à subir la dure loi du conquérant sans compter le matraquage permanent et débilitant de « préjugés » et « autres moyens d'opinion », à devenir enfin un instrument créateur de richesse au profit des colonisateurs.

En fait, c'est ce caractère instrumental imposé à la société luluwa qui va devoir provoquer une résistance farouche des Beena Luluwa vis-à-vis de toutes sortes de contraintes que les Blancs s'évertueront à leur imposer : expropriation des terres, cultures obligatoires, impôt, chicotte, prison, relégation des chefs insoumis, délimitation arbitraire des entités administratives, destitution des chefs légitimes au profit des chefs illégitimes imposés de force, conflits armés, portage, recrutement forcé de la main-d'œuvre, éloignement et déplacement forcés des villages luluwa, etc. En effet, l'humiliation des chefs luluwa à qui on a imposé la guerre de

conquête¹⁵ et l'ensemble de contraintes coloniales imposées à la population ne pouvaient que créer en un premier temps un fort sentiment de haine vis-à-vis de l'homme blanc et de ses entreprises.

Le territoire des Beena Luluwa ainsi que ce qui deviendra plus tard la Province du Kasai furent au début colonisés religieusement par la Congrégation belge de l'Immaculé Cœur de Marie, C.I.C.M., en sigle ; fondée à Scheut en Belgique par l'Abbé Théophile Verbist, le 28 Novembre 1862¹⁶. Les missionnaires de Scheut, appelés couramment les Scheutistes, exerceront une influence exceptionnelle. Mais leur part de responsabilité dans la frustration des Beena Luluwa se lit dans le processus d'expropriation des terres aux autochtones, dans l'évangélisation et la conversion forcées des autochtones Luluwa.

La christianisation, comme le note si bien Isidore Ndaywel è Nziem, n'hésitait pas à utiliser la manière forte, en « persécutant » les païens.¹⁷ Le recrutement des candidats au baptême et au sacrement de mariage était généralement une contrainte plutôt qu'un acte volontaire et libre. Les cases des polygames étaient brûlées. Dans les postes de mission, les adultes catéchumènes étaient astreints à des corvées journalières : travaux des champs, de construction de la mission, entretien des routes, portages, etc. Dans les villages, les missionnaires routiers ne se gênaient pas de percevoir, à titre de tribut, les œufs de poules ; le catéchiste était l'agent collecteur de ces œufs au profit du missionnaire. Les chrétiens et les catéchumènes adultes étaient particulièrement concernés par cette opération.

Tout cela ne se faisait pas sur base du libre choix des adultes païens. Ils étaient forcés et le plus souvent, pour échapper à ce genre de tracasseries, ils fuyaient le village pour aller habiter dans les hameaux à 15 Km ou 20 Km du village, en pleine brousse.

Ajoutons, pour clore ce paragraphe, que beaucoup d'œuvres d'art, en bois surtout, furent détruites parce qu'elles étaient des fétiches ou des représentations d'ancêtres. D'autres, d'une beauté rare, étaient soustraites sous prétexte de leurs destruction par les missionnaires, à la vigilance des villageois pour aller enrichir les musées de l'Europe ; le musée de Tervuren en Belgique en fournit un bon témoignage.

15 Plusieurs campagnes furent dirigées contre le chef KALAMBA Mukenge-a-Tunsele, ses successeurs et d'autres chefs luluwa tels que Mwamba Mputu des Bakwa Mushilu, Katende des Bakwa Mwanza, Nkonko des Bakwa Tshidimba et Mbwanya des Bakwa Kasansu. La guerre la plus meurtrière est celle menée contre KALAMBA Mukenge-a-Tunsele entre 1891 et 1909. Pour plus d'informations, on peut lire LUKENGU Tshipanda wa Mukenyi, in *La Révolte des Beena Luluwa contre l'Etat au poste de Luluabourg-Malandji (1891-1909)*, Mémoire de Licence en Histoire, UNAZA, Campus de Lubumbashi, Faculté des Lettres, Département d'histoire, Lubumbashi, 1972.

16 KALONDA MUTUNGILAYI et KANGITSI, KATEMBO, *Libération de l'homme par la vie active et contemplative*. Œuvres des Sœurs de la Charité de Jésus et de Marie au Kasayi de 1894 à 1994, Kananga, Ed. de l'Archidiocèse, 1994, p.53.

17 Isidore NDAYWEL è NZIEM, *Histoire générale du Congo. De l'héritage ancien à la République Démocratique*, Paris-Bruxelles, Duculot, Afrique Éditions, 1997, pp.397-398.

Les Beena Luluwa étaient ainsi l'objet de violence et de frustration, non seulement de la part des agents de l'État colonial et des missionnaires catholiques, mais ils le seront également de la part des immigrés et déplacés accueillis et acceptés par eux en tant que hôtes.

Se ralliant au colonisateur blanc, les déplacés jouissant de la politique de préférence de la part de ce dernier, se sont autorisés de poser à leur tour, des actes qui ont frustré les Beena Luluwa et se sont comportés comme des maîtres dans un pays conquis.

Devenus auxiliaires incontournables de l'homme blanc, les déplacés socialement élevés, tourneront le dos aux Beena Luluwa, ennemis des Blancs. Quelques actes et comportements frustrants peuvent être évoqués ici en passant : la participation comme alliés du colonisateur, des déplacés Songye de Nsapo Nsapo et immigrés Bimbadi (Angolais) à des guerres du colonisateur belge contre les Beena Luluwa¹⁸ ; les faux témoignages des Batetela et Baluba contre le grand chef Kalamba Mukenge de Beena-Luluwa autour de la mort du lieutenant Pelzer¹⁹ ; l'humiliation par des injures et le dénigrement des Beena Luluwa²⁰ ; la discrimination tribale dans la cotation des élèves de la part des enseignants Luba²¹ ; la marginalisation de Beena Luluwa dans le secteur de l'emploi salarié avec la complicité des Baluba, etc. Toutes sortes de clichés déshonorants et avilissants ont été collés aux Beena Luluwa par les immigrés et les déplacés en vue de les éloigner davantage des Blancs.

Ce climat de violence et de frustration ne pouvait que s'ajouter à tous les autres éléments ci-haut analysés pour renforcer le refus ou l'abandon précoce de l'école catholique coloniale en milieu rural et ethnique des Beena Luluwa durant une bonne période coloniale.

18 Emery WAFUANA et KUTAMBI K.M., *L'Épopée de Kalamba Mukenge. Naissance du peuple luluwa*, Tournai, Institut Don Bosco, 2002, p. 138.

19 Émile MULUMBA DIULU, *Malu a mu Kasayi mamona ne mesu ne madiumwila ne matshio*, Kananga, Imprimerie Katoka, 1983, pp. 67-69.

20 Emery TSHISANDA NTABALA-MWENY, *op. cit.*, p. 221

21 *Ibidem*.

Conclusion

Plusieurs raisons évidentes ont justifié l'attitude négativiste des Beena Luluwa vis-à-vis de l'école catholique coloniale. La destruction des croyances et des pratiques magico-religieuses ancestrales luluwa et leur négation par l'école catholique coloniale est une raison majeure de leur refus de l'école. Le fonctionnement dialectique du système scolaire imposé par la colonisation n'a fait qu'encourager le refus de l'école par les Beena Luluwa. Les activités économiques de subsistance, les activités artisanales et récréatives ont aussi stimulé à leur manière le refus de l'école par les Beena Luluwa. À côté de tout cela, la frustration sociale des Beena Luluwa par le pouvoir colonial, les missionnaires et les groupes ethniques des immigrés et des déplacés n'a fait que renforcer le refus de l'école avec pour conséquences la marginalisation des Beena Luluwa dans le secteur de l'emploi salarié, l'analphabétisme accru et persistant et enfin, une lente adaptation aux nouvelles conditions d'existence dans une société rurale en mutation.

L'école catholique coloniale a été perçue par les Beena Luluwa comme un facteur de perturbation des mécanismes traditionnels d'éducation et de socialisation des enfants ; comme une arme redoutable de l'ethnocide pour les valeurs culturo-religieuses ancestrales, comme un gaspillage du temps et une corvée servile pour les enfants ; comme un instrument d'aliénation mentale des enfants ; et enfin comme un facteur de déstructuration et de restructuration de la société ancienne des Beena Luluwa.

Les groupes magico-religieux (sorciers, féticheurs, devins, possédés, etc.) ont senti dans l'école catholique coloniale une menace, une agression, une atteinte à la culture ancestrale, à l'identité, à la cohésion sociale, à l'autonomie, à l'équilibre social, voire au dynamisme et à l'expansion de la société luluwa qui jouissait de toutes ces caractéristiques à l'arrivée de l'homme blanc dans la région des Beena Luluwa.

La grande leçon qu'on peut retenir de cette analyse est la suivante. Ce sont donc les opportunités locales et conjoncturelles qui ont déterminé soit l'adhésion à l'école catholique coloniale soit son refus par les groupes ethniques en RD Congo. Il n'existe donc pas de groupes ethniques mentalement prédisposés à la scolarisation et d'autres qui ne le seraient pas. Tous les groupes ethniques peuvent accéder à la scolarisation et réaliser des performances inattendues.

La scolarisation demeure la voie royale du développement d'un peuple. Il est impossible de se développer dans l'analphabétisme. La visibilité quotidienne des bienfaits de la scolarisation est non seulement incontestable mais elle est aussi indiscutable. ■